

# Appui technique international

Lettre d'information n° 12, juillet 2019

## Éditorial

### SOMMAIRE

Éditorial	1
<b>Zoom sur le jumelage algérien</b>	
Un jumelage européen pour développer la prospective algérienne – Interview de Denis Gournay, conseiller résident de jumelage à Alger	2
L'Insee participe au jumelage au bénéfice de la prospective algérienne	2
<b>Dossier spécial : une nouvelle génération d'experts de l'Insee</b>	
Mission en Algérie sur le recensement de la population – Interview d'Odile Soulas et Wali Rostam	3
Mission en Tunisie sur les nomenclatures d'activités – Interview de Nathalie Piquerey	3
Mission à Madagascar sur le logiciel R – Interview de Mathias André et Olivier Meslin	4
Mission en Serbie sur la conjoncture – Interview de Clément Rousset	5
Mission en Ukraine sur les comptes nationaux – Interview d'Alice Tchang	5
En bref – La coopération de l'Insee au 1 <sup>er</sup> semestre 2019	6
Adieu l'ami	10

L'Algérie est à l'honneur dans ce numéro 12 de la lettre d'information *Appui technique international*, avec un zoom sur le jumelage européen dont bénéficie actuellement la direction générale de la Prospective du ministère algérien des Finances.

Un dossier, composé de cinq interviews, donne la parole à de jeunes statisticiens de l'Insee ayant récemment effectué une première mission d'appui technique à l'étranger, que ce soit en Algérie ou en Tunisie, à Madagascar, en Serbie ou en Ukraine.

C'est l'occasion de découvrir en quoi consistaient leurs missions et ce qu'une expérience en matière de coopération peut apporter à la nouvelle génération d'experts.

Sont ensuite recensées les actions de coopération menées par l'Insee au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

Bonne lecture !



« White », le nouveau bâtiment de la direction générale de l'Insee, situé au 88 avenue Verdier – Montrouge

# Un jumelage européen pour développer la prospective algérienne – Interview de Denis Gournay, conseiller résident de jumelage à Alger

**Dans quel contexte s'inscrit ce jumelage ?**

Depuis septembre 2018 et pour deux ans, la direction générale de la Prospective (DGP) du ministère algérien des Finances bénéficie d'un jumelage, outil de coopération de l'Union européenne dans le cadre de sa politique dite de voisinage.

La DGP a pour mission d'éclairer, sur le moyen et long terme, les choix du gouvernement algérien en matière de politiques publiques économiques, sociales et territoriales.

**Quelles administrations européennes sont mobilisées ?**

C'est un jumelage multipolaire qui mobilise principalement : côté français, France Stratégie, la direction générale du Trésor, l'Insee et le Conseil général économique et financier ; côté allemand, le ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie, ainsi que certains Länder.



*Denis Gournay (à droite), conseiller résident de jumelage, et Hamid Chaouchi, son homologue algérien, qui coordonnent ensemble les activités du jumelage "Prospective"*

Ce foisonnement d'expertises répond aux 4 thèmes du jumelage : l'organisation et le fonctionnement

interne de la DGP ; son système d'information et ses liens avec les fournisseurs de données (comme l'Office national des statistiques algérien) ; les méthodes prospectives mises en œuvre par la DGP ; enfin, sa capacité à évaluer les politiques.

Chaque thème est assorti d'objectifs d'amélioration concrets ; à terme, la DGP devrait ainsi être la référence algérienne en matière de prospective.

**Quels sont les bénéfices d'un instrument comme le jumelage ?**

Le jumelage est une coopération. Il s'agit d'un transfert de techniques et de méthodes, mais l'intérêt réside aussi dans les liens qui se créent entre fonctionnaires et dans la recherche conjointe de solutions adaptées au pays bénéficiaire.

► *Propos recueillis par Dominique FRANCOZ*

## L'Insee participe au jumelage au bénéfice de la direction générale de la prospective algérienne

Depuis septembre 2018, la direction générale de la prospective (DGP) algérienne bénéficie d'un jumelage sur financement européen (voir interview ci-dessus).

Deux experts de l'Insee, un spécialiste de l'urbanisation du système d'information et un expert en qualité, contribuent aux activités de ce jumelage afin de mettre en place un dispositif de collecte, traitement et diffusion de l'information. La DGP pourra alors s'appuyer sur ce dispositif pour développer des analyses stratégiques.

Il s'agit à ce stade de rationaliser les différentes bases de données existantes et de les structurer en une base unique constituée à partir de différentes sources disponibles, principalement celles de l'Office national des statistiques (ONS) et qui prenne en charge les différents domaines d'intervention de la DGP :

économique, social et territorial. Une identification des besoins est en cours et conduira à définir les informations qui figureront dans la base selon ces trois dimensions.

L'objectif est que cette base soit accessible via une plate-forme de données unique bien identifiée et régulièrement alimentée, si possible de façon automatique, selon un protocole à établir avec les fournisseurs : l'idée est de limiter au maximum les étapes non automatisées afin que les membres de la DGP puissent se consacrer en priorité à leur cœur de métier, la prospective.

L'apport de l'Insee à ce projet est à la fois technique pour la constitution et la mise à jour de la base de données, et organisationnelle pour garantir la qualité des informations produites. En effet, une démarche qualité est proposée à la DGP afin de définir les processus, depuis

l'alimentation de la base jusqu'à la mise à disposition d'outils mutualisés pour réaliser les analyses statistiques et de prospective, les cartographies et les publications.

Cinq missions d'experts de l'Insee à la DGP ont eu lieu au 1er semestre 2019. Elles ont permis d'initier une collaboration entre la DGP et l'ONS, ce dernier étant un partenaire traditionnel de la coopération de l'Insee.

Toujours dans le cadre de ce jumelage, l'Insee a accueilli en mars 2019 une visite d'étude de cadres de la DGP sur les trois thèmes suivants : la coordination statistique, les relations du Conseil national de l'information statistique avec ses utilisateurs et les travaux de modélisation de l'Insee.

► *Dominique FRANCOZ*

# Mission en Algérie sur le recensement de la population – Interview d’Odile Soulas et Wali Rostam

**En quoi votre mission a-t-elle consisté ?**

L’Office national des statistiques (ONS) d’Algérie prépare son sixième recensement général de la population et de l’habitat (RGPH), prévu en 2020. Il souhaite profiter du RGPH pour se doter d’un système d’information géographique (SIG) capable de définir les zones de collecte et de restituer les résultats du recensement.

Notre mission avait 3 objectifs majeurs :

- partager notre expérience en matière d’organisation et de gestion de l’information géospatiale dans le cadre du recensement français avec l’application Rorcal de gestion du répertoire des immeubles localisés (RIL) ;
- détailler les processus de diffusion de données localisées et présenter en particulier le nouvel outil de cartographie interactive du site Statistiques locales<sup>1</sup> de l’Insee ;
- échanger sur les difficultés et bonnes pratiques en matière de gestion du SIG, ainsi que les moyens à y consacrer (aspects humains, matériels, organisationnels).

L’ONS fait face à un enjeu important de modernisation de ses méthodes de collecte et de sa diffusion. Nos interlocuteurs étaient très intéressés par notre expérience pour améliorer leur dispositif.

L’enjeu pour nous était de bien identifier leurs besoins pour adapter



nos présentations. Le territoire algérien est en effet découpé en 48 collectivités publiques territoriales dites « wilayas », dont certaines sont en plein désert avec des populations nomades, et d’autres, dont celle d’Alger, font face à une très forte urbanisation liée à l’exode rural. Dans ces conditions, les problèmes d’adressage des ménages et de collecte des données se révèlent particulièrement complexes.

**Qu’avez-vous tiré de cette expérience ?**

Bien que le pays soit soumis à de fortes incertitudes politiques, nous avons été accueillis très chaleureusement et dans de très

bonnes conditions. Nous avons partagé avec les participants les défis à relever pour mettre en place puis valoriser leur SIG en termes de compétences, d’infrastructures et de moyens consacrés. Nos interlocuteurs étaient très motivés par une poursuite de la coopération pour les soutenir dans leur projet.

Les échanges avec l’équipe de l’ONS se sont poursuivis le midi autour de sardines grillées ou d’autres spécialités locales, et à l’issue de la mission, nous avons visité le célèbre Jardin d’essai à Alger.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

# Mission en Tunisie sur les nomenclatures d’activités – Interview de Nathalie Piquerey

**En quoi votre mission a-t-elle consisté ?**

C’est sur le thème de la mise en œuvre d’une nomenclature d’activités que j’ai accompagné Clotilde Masson, chef de la division Nomenclatures économiques, en mission les 14 et 15 mars à Tunis, au profit de Statistiques Tunisie.

En tant qu’expertes de l’Insee, nous avons participé à une table ronde organisée par le Conseil national de la statistique (CNS) et l’INS tunisiens, afin de sensibiliser les partenaires du système statistique public tunisien à l’utilisation de la nouvelle nomenclature d’activités tunisienne.

À cette occasion, nous avons présenté les différentes étapes de la révision 2008 de la nomenclature d’activités française (NAF) et de la nomenclature européenne (NACE), et expliqué les raisons pour lesquelles il est important que l’INS et ses partenaires coopèrent dans ce domaine.

1 - <https://statistiques-locales.insee.fr/#c=home>

Notre participation s'inscrivait dans la continuité de l'appui technique que l'Insee a apporté à Statistiques Tunisie au cours des années récentes en matière de nomenclatures.

### Qu'avez-vous tiré de cette expérience ?

J'ai trouvé cette expérience enrichissante.

Sur le plan professionnel, cela m'a permis d'échanger avec des nomenclaturistes extérieurs à l'Insee et de découvrir d'autres manières de procéder.

J'ai également été impressionnée par la qualité de la partie du site web de Statistiques Tunisie consacrée aux nomenclatures.

Sur le plan personnel, je découvrais

un pays du Maghreb pour la première fois.

Sur les conseils avisés de nos collègues tunisiens, j'ai pu visiter la Médina et le Musée du Bardo. Pour quelques jours, cela m'a éloignée du stress parisien !

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

## Mission à Madagascar sur le logiciel R – Interview de Mathias André et Olivier Meslin

### En quoi votre mission a-t-elle consisté ?

En avril dernier, nous avons animé une formation de cinq jours au logiciel R pour des statisticiens de l'Instat, l'INS malgache. L'objectif était de leur présenter les possibilités offertes par ce logiciel et de leur permettre d'utiliser R de façon autonome à l'issue de cette formation.

La semaine s'est organisée en trois temps. Les deux premiers jours ont permis de présenter les bases du logiciel en alternant théorie et exercices pratiques.

Les deux jours suivants ont été consacrés au traitement de bases de données et à la création de graphiques personnalisés. Nous avons aussi présenté des outils collaboratifs permettant un partage efficace des programmes et la sauvegarde de l'historique de leurs modifications (gestion de version avec l'outil GIT).

Le dernier jour, les participants ont mis en pratique sur leur propres projets les enseignements des deux premiers temps. Il pouvait s'agir de convertir en langage R une chaîne de traitement statistique existante sous les logiciels SAS ou SPSS.

Certains ont également cherché à répliquer avec R les traitements statistiques sur lesquels s'appuyaient des publications récentes portant sur le recensement de la population et des statistiques régionales.



Mathias André et Olivier Meslin – Antananarivo (Madagascar), avril 2018

### Qu'avez-vous tiré de cette expérience ?

Nous retenons la grande motivation des participants, ainsi que l'ambiance de travail, à la fois studieuse et sympathique, et l'excellent accueil que nous a réservé l'Instat.

Cette formation, dans un contexte éloigné de notre environnement quotidien, nous a permis de prendre conscience des défis humains et techniques que pose la transition de chaînes de traitement statistique vers R, à Madagascar, mais aussi en France.

Par ailleurs, au cours des discus-

sions que nous avons eues avec les collègues de l'Instat, nous avons pu mesurer la faiblesse des moyens dont l'appareil statistique malgache dispose et l'ampleur des difficultés rencontrées.

Enfin, cette mission de coopération a été l'occasion de découvrir les richesses naturelles et culturelles d'Antananarivo, la capitale, et de ses environs.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

## Mission en Serbie sur la conjoncture – Interview de Clément Rousset

**En quoi votre mission a-t-elle consisté ?**

En avril 2019, j'ai effectué une mission à l'INS de Serbie sur le thème de la conjoncture. Cet INS, comme l'Insee, publie chaque trimestre une note de conjoncture sur l'économie nationale. Il souhaitait bénéficier d'un éclairage sur la manière dont l'Insee réalise son analyse conjoncturelle afin de transposer si possible nos méthodes à la situation serbe.

C'est ainsi que les collègues serbes et moi-même avons pu échanger sur nos façons de travailler, les modèles mathématiques et les logiciels utilisés, mais aussi sur les rapports que nos INS entretiennent avec le gouvernement et la presse.

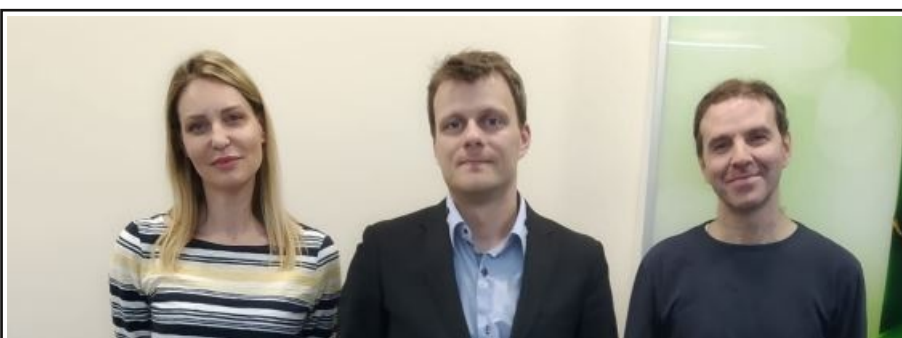
Nous avons également évoqué la question des indicateurs avancés, « Graal du prévisionniste » du fait de leur capacité à donner en avance des informations fiables. Les échanges entre conjoncturistes portent souvent sur ces indicateurs, dont l'élaboration nécessite parfois d'être astucieux, tant ils peuvent être spécifiques à la structure économique du pays.

En Serbie par exemple, pour anticiper l'évolution du produit intérieur brut, l'INS compte précisément les camions passant la frontière. Les importations de matériaux de construction, quant à elles, permettent aux collègues serbes d'anticiper le nombre de chantiers. Dernier exemple, pour mesurer l'activité économique de la Serbie dans le domaine de l'agriculture, la connaissance des précipitations au début du printemps et de l'ensoleillement de l'été s'avère très efficace.

**Qu'avez-vous tiré de cette expérience ?**

Grâce à cette mission, j'ai enrichi ma connaissance de la conjoncture économique serbe et découvert une partie des méthodes utilisées par mes homologues du SORS. Dès mon retour, j'ai vérifié si certains indicateurs utilisés par les Serbes pouvaient aider à améliorer la précision des prévisions que l'on effectue en France. L'Insee va aussi étudier les possibilités du logiciel gratuit d'analyse conjoncturelle CACIS<sup>2</sup>, développé par l'OCDE et utilisé par l'INS serbe.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*



*Clément Rousset (au centre), expert de l'Insee en conjoncture, en compagnie de Katarina Stančić, cheffe de la division conjoncturelle et de support aux politiques publiques, et de Goran Katic, économètre et analyste au sein de cette division – Belgrade (Serbie), avril 2018*

## Mission en Ukraine sur les comptes nationaux – Interview d'Alice Tchang

**En quoi votre mission a-t-elle consisté ?**

J'ai été en mission à Kiev en avril, afin de présenter à l'INS ukrainien les sources et méthodes utilisées par l'Insee en comptabilité nationale pour calculer l'investissement.

Étant spécialiste des entreprises non financières, thème qui ne couvrirait qu'une partie du pro-

gramme de la mission, j'ai dû, avant de partir, m'entretenir avec mes collègues de l'Insee en charge des autres acteurs économiques, puis synthétiser leurs travaux, ce qui m'a permis d'avoir une vision globale du calcul de cette variable clé qu'est l'investissement.

**Qu'avez-vous tiré de cette expérience ?**

Comprendre les besoins de mes homologues, préparer puis réaliser une telle intervention est un exercice intense, mais très enrichissant : on apprend beaucoup sur les pratiques et outils du pays d'accueil, mais également sur le travail de ses collègues français, ainsi que sur son propre domaine !

Transmettre des connaissances, directement dans une langue étrangère ou grâce à une interprète, comme ça a été mon cas, est très stimulant : je renouvelerai l'expérience avec plaisir.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*



*Alice Tchang (à gauche) et les collègues ukrainiens – Kiev (Ukraine), avril 2019*

# En bref – La coopération de l’Insee au 1<sup>er</sup> semestre 2019

## Afrique subsaharienne

### Pays de la Cemac et de l’UEMOA

En mai, deux séminaires de conjoncture organisés par Afristat ont eu lieu, le premier à Douala (Cameroun) pour les pays de la Commission économique et monétaire d’Afrique centrale (Cemac) ; le second à Lomé (Togo) pour les pays de l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Dans le premier cas, les participants ont bénéficié d’une formation au traitement de la saisonnalité, animée par un expert de l’Insee.

Le second séminaire a porté sur les méthodes de prévision de l’inflation. Une économiste du Haut-commissariat au Plan du Maroc y a participé afin de présenter l’expérience marocaine en la matière.

### Côte d’Ivoire

En mai, deux experts de l’Insee ont effectué une mission à Abidjan auprès de l’INS de Côte d’Ivoire, dans le cadre d’un projet d’appui à l’élaboration de comptes régionaux.



Au 3<sup>e</sup> rang, Benoît Hurpeau, expert de l’Insee en comptes régionaux ; au 2<sup>e</sup> rang, de gauche à droite, Moïse Enoh, directeur de la Coordination statistique, de l’action régionale et de la diffusion, Joséphine Eby, sous-directrice à la direction de la Comptabilité nationale, Yvette Attéméné, directrice régionale d’Agboville, un de ses collaborateurs, et Constance Torelli, Insee ; au 1<sup>er</sup> rang : Magloire Ligbet, directeur de la Comptabilité nationale – Agboville (Côte d’Ivoire), mai 2019

L’objectif était d’établir un inventaire des sources statistiques disponibles, afin d’initier les travaux de régionalisation du produit intérieur brut.

### Burkina Faso

En mars, un comptable national de l’Insee a effectué une mission à Ouagadougou auprès de l’Institut national de la statistique et de la démographie du Burkina Faso, afin de poursuivre des travaux entamés au 1<sup>er</sup> semestre 2018.

Il s’agissait de consolider les outils permettant d’automatiser le calcul des équilibres ressources-emplois des biens et services (ERE).

### Madagascar

En avril, deux experts de l’Insee ont effectué une formation au logiciel R destinée à l’Institut national de la statistique malgache (Instat) à Antananarivo (voir interview à ce sujet en page 4).

### Afrique

En avril, l’Insee a accueilli une délégation africaine pour une visite d’étude sur les méthodes de prévision conjoncturelle.



Participants à la visite d’étude sur les méthodes de prévision conjoncturelle - Insee, Montrouge (France), avril 2019

Ont été présentées les expériences en la matière de trois institutions : l’Insee, la Banque centrale des États d’Afrique de l’Ouest (BCEAO) et le Haut-commissariat au Plan (HCP) du Maroc.

Les visiteurs étaient issus du Maghreb (HCP marocain et INS tunisien) et d’Afrique subsaharienne : Afristat, les trois écoles de

statistique africaine, l’UEMOA et la BCEAO.

Toujours en avril, un expert de l’Insee a participé à un atelier organisé à Tunis (Tunisie) sur le thème de l’objectif de développement durable n° 16 (Paix, justice et institutions efficaces).



Participants à l’atelier ODD16, Tunis (Tunisie), avril 2019

Les travaux étaient centrés sur l’analyse des enquêtes GPS, instruments de mesure de la « gouvernance, paix et sécurité ». Cet atelier avait lieu dans le cadre du Programme panafricain statistique, sous l’auspice de l’Union africaine.

Au total, l’atelier a rassemblé une cinquantaine de personnes issues d’une vingtaine de pays africains : statisticiens des INS et représentants des institutions régionales et internationales. La délégation tunisienne était bien entendu largement représentée : INS, ministères des Affaires locales et de l’environnement, de la Justice, et de l’Intérieur.

### Cap Vert

En février, un expert du Haut-commissariat au Plan du Maroc a effectué une mission à Praia (Cap-Vert), financée par l’Insee, dans le cadre d’un projet franco-marocain d’appui à l’implantation d’Eretes. La mission a porté sur la mise en forme des sources de données pour la nouvelle année de base 2015 établie conformément au système de comptabilité nationale (SCN) 2008.

# Maghreb et bassin méditerranéen

## Algérie

En mars, un expert de l'Insee a effectué une mission à Alger auprès de l'Office national des statistiques (ONS) afin de suivre la mise en œuvre de l'outil Eretes, notamment dans la réalisation des comptes en année courante<sup>3</sup>.

## Maroc

Projet Ressources humaines : une visite d'étude a eu lieu en janvier sur le thème de la valorisation des ressources humaines.

Des experts du département des Ressources humaines ont présenté à leurs homologues marocains les différents aspects de la gestion des RH à l'Insee : bilans de compétence, gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences, campagnes de mobilité, parcours de formation.

Coopération Sud-Sud : en mai, l'Insee a apporté son appui pour la participation d'une économiste du Haut-commissariat au Plan (HCP) du Maroc à un séminaire de conjoncture organisé à Lomé (Togo) pour les pays de l'UEMOA (voir la brève à ce sujet en page 6).

Par ailleurs, une comptable nationale du HCP a réalisé, toujours avec le soutien de l'Insee, une mission d'appui technique à Praia (Cap-Vert) pour suivre la mise en œuvre de l'outil Eretes (voir la brève à ce sujet en page 6).

## Tunisie

Projet Formation : un expert de l'Insee s'est rendu en mission à Tunis pour poursuivre les activités engagées en matière de formation entre 2016 et 2018, dans le cadre du jumelage européen dont a bénéficié l'INS tunisien.

Deux axes de travail vont être suivis : d'une part, la mise en place d'une unité dédiée à la formation et à des outils d'ingénierie de formation et, d'autre part, la pérennisation

du processus de conception et d'évaluation du plan de formation.

Projet Diffusion-communication : une experte de l'Insee a réalisé une mission pour appuyer Statistiques Tunisie dans deux projets : l'un d'élaboration d'un plan triennal (2019-2021) d'actions de communication et l'autre de confection de plans-types d'actions de communication sur des enquêtes et sur un événement à venir.

La présidente du Conseil national de la statistique (CNS), Lamia Zribi, et le nouveau directeur général de l'INS, Adnen Lassoued, ont été reçus en avril à l'Insee pour une visite d'étude portant sur différents aspects du système statistique public (SSP) français et notamment sur les rôles respectifs des différents organes du SSP (Insee, Conseil national de l'information statistique [Cnis], Autorité de la statistique publique, services statistiques ministériels).



*De gauche à droite : Dominique Francoz, cheffe de la division Appui technique international, Jean-Pierre Cling, chef du département de la coordination statistique et internationale, Lamia Zribi, présidente du Conseil national de la statistique tunisien, Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Insee, et Adnen Lassoued, directeur général de Statistiques Tunisie – Insee, Montrouge (France), avril 2019*

La délégation a été reçue par le directeur général de l'Insee et a assisté à une réunion de la commission Environnement et développement durable du Cnis.

## Maghreb et Sénégal

En février, un atelier d'écriture d'ar-

tics scientifiques sur les effets de calendrier a été organisé à Tunis. Les participants étaient issus de Statistiques Tunisie, du Haut-commissariat au Plan du Maroc et de l'Agence nationale de statistique et de la démographie du Sénégal. L'objectif de cet atelier était d'aider les participants à poursuivre la rédaction d'un article relatif aux effets du ramadan sur les prix à la consommation, avec prise en compte d'une dimension régionale. Un expert de l'Insee animait les activités, qui alternaient exposés théoriques et travaux pratiques, et étaient centrées sur les techniques de correction des données (variations saisonnières, effet des jours ouvrables, etc.) appliquées aux séries temporelles mensuelles et trimestrielles.

## Maghreb et BCEAO

Une visite d'étude a eu lieu en juin sur les nouveaux dispositifs d'enquête par internet.



*Christelle Rieg (à gauche), experte en enquêtes de conjoncture, et les participants (BCEAO et Maghreb) à la visite d'étude sur les enquêtes web – Insee, Montrouge (France), juin 2019*

Les outils utilisés tant pour les enquêtes auprès des ménages que pour celles auprès des entreprises ont été présentés : collecte par internet, technologies mobiles et conception de questionnaires, enquêtes web auprès des ménages (avec le cas du recensement de la population).

Les participants, statisticiens et informaticiens, étaient issus des INS d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, ainsi que de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

3 - Les comptes en année courante sont réalisés en évolution par rapport à ceux de l'année précédente (par opposition aux comptes de l'année de base, qui sont élaborés en niveau).

## Maghreb

Une experte de l'Insee a participé à un atelier sur la norme SDMX<sup>4</sup>, co-organisé par l'Insee et Statistiques Tunisie à Tunis en juin. L'atelier a permis à l'INS de Tunisie de partager son expérience en la matière, acquise lors d'un récent jumelage européen.



Participants à l'atelier SDMX – Tunis (Tunisie), juin 2019

Des représentants des INS du Maghreb, mais également de 4 pays d'Afrique sub-saharienne (Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire et Sénégal) ont assisté au séminaire.

Afristat et la Banque africaine de développement ont présenté les perspectives de mise en œuvre de SDMX en Afrique, en particulier dans le contexte d'échanges de données sur les indicateurs des objectifs de développement durable (ODD). La représentante de l'Insee a fait part de l'expérience du groupe des Nations unies sur la mise en œuvre de SDMX pour les ODD, groupe présidé par la France.

## Palestine

En juin, un expert de l'Insee a réalisé une mission de suivi de l'implantation d'Eretes à Ramallah.



Jean-Samy Aziz, expert de l'outil Eretes (au 1er plan à gauche), Ola Awad, présidente de l'INS palestinien (au 1er plan à droite) et les collègues palestiniens – Ramallah (Palestine), juin 2019

Cette mission a permis d'élaborer avec cet outil deux tableaux des ressources et des emplois, un pour la Cisjordanie et l'autre pour Gaza,

4 - *Statistical Data and Metadata eXchange, norme visant à promouvoir la diffusion et les échanges de données et de métadonnées statistiques.*

portant sur l'année 2017, nouvelle année de base des comptes retenue par l'INS palestinien.

## Pays de la Méditerranée

**Égypte** : en avril, l'Insee a accueilli une délégation du Capmas, l'INS égyptien, pour une visite d'étude sur la diffusion des données du recensement de la population, et plus particulièrement sur les travaux de cartographie. Le site internet « Statistiques locales » de l'Insee<sup>5</sup> a été présenté à cette occasion.

**Programme Medstat IV** : en février, l'Insee a participé à deux ateliers organisés dans le cadre de ce programme : l'un à Athènes sur les indicateurs de suivi des objectifs de développement durable et l'autre à Lisbonne sur la qualité dans les répertoires statistiques d'entreprises.



Participants à l'atelier ODD organisé dans le cadre du programme Medstat IV – Athènes (Grèce), février 2019

Le programme Medstat IV, financé par l'Union européenne, arrivera à son terme en août 2019.

Depuis le démarrage de ce programme au 1er semestre 2016, l'Insee a participé à 12 actions de coopération, pour un total de 36 jours de missions d'experts.

## Europe

### BALKANS

#### Serbie

Trois missions d'experts de l'Insee ont été organisées à Belgrade, au bénéfice de l'INS serbe.

L'une d'entre elles est décrite en page 5 (interview de Clément Rousset).

En janvier, un comptable national a poursuivi le travail déjà réalisé avec l'INS serbe en matière de tableaux des ressources et des emplois (financement européen IPA2015).

En mai, une experte des statistiques de l'emploi et du marché du travail a dressé un état des lieux des avancées de l'INS dans ce domaine, afin d'établir les actions de coopération à réaliser en priorité au 2nd semestre 2019 et en 2020.

#### Albanie

En mars, un expert de l'Insee a effectué une mission à Tirana auprès de l'INS albanais afin d'apporter un appui technique à la mise en place d'un nouveau recensement de la population en 2020.



Lionel Espinasse, expert de l'Insee en recensement de la population (au fond de la salle), en compagnie des collègues albanais – Tirana (Albanie), mars 2019

#### Bosnie-Herzégovine

Entre mars et juin, quatre missions d'experts de l'Insee ont été réalisées au profit du système statistique bosnien, à Banja Luka et Sarajevo : deux d'entre elles portaient sur les indices des prix de production dans les services et deux autres sur les indices des prix de production dans la construction.



Participants à une visite d'étude sur les indices des prix de production dans les services (IPPS) et dans la construction (IPPC) – 5e en partant de la gauche : Yann Leurs, expert de l'Insee sur les IPPS ; 2e en partant de la droite : Gérard Vittek, expert de l'Insee sur les IPPC – Banja Luka (Bosnie-Herzégovine), mars 2019



Ces missions étaient organisées dans le cadre du jumelage européen dont bénéficie actuellement la Bosnie-Herzégovine.

## EUROPE ORIENTALE

### Ukraine

En avril, une comptable nationale de l'Insee a réalisé une mission à Kiev au bénéfice de l'INS ukrainien, sur la mesure de la formation brute de capital fixe (FBCF).

## Europe et Asie

### République tchèque, Géorgie, Turkménistan

Trois missions exploratoires ont été conduites par un expert de l'Insee en Géorgie en février, en République tchèque et au Turkménistan au mois de mai. Elles répondaient à la demande de ces pays intéressés par une présentation du système Eretes, en vue de son utilisation potentielle pour l'élaboration de leurs comptes nationaux.

## Asie

### ASIE OCCIDENTALE

#### Turquie

En mai, un expert de la Banque de France a réalisé une mission à Ankara au bénéfice de Türkstat, l'INS turc, sur les statistiques des finances publiques et les procédures de déficit excessif. Cette mission était réalisée sur financement européen.

### ASIE DU SUD-EST

#### Vietnam



*Au centre : François Roubaud (IRD-DIAL) et Constance Torelli (Insee), experts français en mesure du secteur informel, entourés de collègues vietnamiens – Hanoï (Vietnam), avril 2019*

En avril, deux experts français de la mesure du secteur informel ont effectué une mission à Hanoï au bénéfice de l'INS vietnamien.

L'un des experts travaille pour Dial, un laboratoire de recherche de l'Institut de recherche sur le développement (IRD), l'autre appartient à l'Insee.

Cette mission s'inscrit dans le cadre d'un projet d'appui technique à l'INS de la part de l'Insee en matière de comptabilité nationale.

## Amérique du Sud

### Cepal

En mai, un expert de l'Insee a participé au séminaire annuel de comptes nationaux organisé par la Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal) des Nations unies.

Il s'agissait d'une reprise de contact, visant notamment à impliquer les deux pays sud-américains utilisateurs de l'outil Eretes, Brésil et Pérou, dans la définition des nouveaux développements envisagés pour l'outil.

## Mentions légales

Éditeur : Insee – direction générale, 88 avenue Verdier – CS 70058 – 92541 Montrouge cedex // Directeur de publication : Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee // Responsable éditorial : Jean-Pierre CLING, chef du département de la Coordination statistique et internationale // Rédacteur en chef : Serge DARRINÉ

Ont collaboré à ce numéro : Véronique ALEXANDRE, Jean-Samy AZIZ, Sophie BOURREL, Serge DARRINÉ, Dominique FRANCOZ, Constance TORELLI

La division Appui technique international de l'Insee, c'est : Dominique FRANCOZ, cheffe de division ; Serge DARRINÉ, Europe et Asie ; Constance TORELLI, Afrique subsaharienne et Caraïbes ; Jean-Samy AZIZ et Sophie BOURREL, experts en comptabilité nationale et outil Eretes.

Si vous voulez recevoir cette lettre d'information (<https://www.insee.fr/fr/information/2116900>) chaque semestre, vous pouvez en faire la demande à : [cooperation-international@insee.fr](mailto:cooperation-international@insee.fr)

## Adieu l'ami

C'est avec beaucoup de tristesse que nous vous informons de la disparition de notre collègue et ami Georges Bourdallé, responsable géographique pour les Pays de la Méditerranée. Il a lutté sans relâche pendant un an contre la maladie qui a finalement eu raison de lui.

Georges était une personne très engagée professionnellement et enthousiaste. Il avait choisi de vivre intensément. Il avait, tout au long de sa carrière, accordé beaucoup d'importance à la coopération et avait apporté son appui à nos partenaires dans le domaine de la codification automatique (outil SICORE) et de la collecte des enquêtes ménages. Georges avait également été formateur au logiciel SAS.

Dans son dernier poste, il avait tissé des liens étroits avec ses partenaires des pays du Maghreb pour lesquels il avait un attachement particulier.

Georges laisse un grand vide dans notre petite équipe.



*Georges Bourdallé*